

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 57 (1916), p. 149-153

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1916__57__149_0

© Société de statistique de Paris, 1916, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1916

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 AVRIL 1916

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. MALZAC, PRÉSIDENT. — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 MARS 1916.

NÉCROLOGIE.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION DE M. JOSEPH GIRARD SUR « LE JAPON, NOTRE AMI ET NOTRE ALLIÉ (NOTES DÉMOGRAPHIQUES ET FINANCIÈRES) ».

OUVERTURE DE LA SÉANCE — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 MARS 1916

La séance est ouverte à 17^h 40, sous la présidence de M. MALZAC, président, qui fait connaître à la Société que le Journal n'a pu être distribué, les événements militaires ayant retardé la réception des épreuves, qui doivent d'ailleurs être soumises à la censure.

L'adoption du procès-verbal de la séance du 15 mars 1916 est donc remise à une date ultérieure.

NÉCROLOGIE

M. LE PRÉSIDENT fait part à la Société du décès de notre collègue, M. MUTEAU. Il rappelle que M. MUTEAU, député de la 2^e circonscription de Dijon de 1898 à 1914, officier de la Légion d'honneur, était venu à nous en 1904, attiré vers la statistique par l'application qu'il avait été appelé à en faire dans sa carrière de commissaire de la Marine et dans les congrès internationaux d'assistance et de protection de l'enfance auxquels il a pris une part active comme secrétaire général et vice-président de 1889 à 1900. M. MUTEAU nous laissera le souvenir d'un collègue plein d'affabilité, attentif aux travaux de notre Société et très attaché à nos réunions mensuelles.

M. LE PRÉSIDENT adresse au fils du défunt et à son frère, M. le général MUTEAU, l'expression de nos plus sympathiques condoléances.

M. le PRÉSIDENT fait ensuite mention de la mort de notre autre collègue, M. LODIN DE L'ÉPINAY, inspecteur général des Mines et professeur de métal-

lurgie à l'École nationale des Mines, décès qui remonte au 15 juin 1914, mais qui n'avait pas encore été officiellement annoncé à la Société. Une notice nécrologique paraîtra au Journal de la Société.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

La candidature de M. MARONI est mise aux voix et adoptée à l'unanimité, et M. MARONI est nommé membre titulaire.

M. le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes :

M. BÉZARD (Hubert), attaché aux études financières de la Banque de l'Union parisienne, 68, rue de l'Aqueduc (X^e), présenté par MM. LUSTGARTEN et BARRIOL;

M. GODARD, directeur de la Compagnie générale du Maroc, 1, avenue de l'Opéra (I^{er}), présenté par MM. MALZAC et BARRIOL;

M. PIERSON, ingénieur-constructeur, consul général de la République Sud-Africaine, 6, rue Anatole-de-La-Forge (XVII^e), présenté par MM. SCHELLE et NEYMARCK.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces demandes à la séance de mai.

COMMUNICATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne connaissance à la Société des lettres qu'il a échangées avec M. BARTHE Y BARTHE, notre correspondant de Madrid, qui a bien voulu accepter de représenter la Société de Statistique de Paris aux fêtes par lesquelles la Société royale de Géographie d'Espagne a célébré le quarantième anniversaire de sa fondation.

M. le PRÉSIDENT propose à la Société, qui accepte à l'unanimité, d'adresser à M. BARTHE Y BARTHE une lettre de remerciements pour la manière dont il s'est acquitté de sa mission.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce qu'il a reçu pour la Société un assez grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels il signale :

AUSTRALIE. — Navigation et migration d'outre-mer pour 1915.

ILE DE CUBA. — Commerce extérieur, premier semestre 1915 et année fiscale 1914-1915.

FRANCE. — Résultats statistiques du recensement général de la population, effectué le 5 mars 1911. Tome II : Population présente, résultats généraux par départements.

ITALIE. — Statistique annuelle des causes de décès pour 1913.

SUÈDE. — Naissances illégitimes et mortalité. 1915.

Statistique agricole (1915).

Tables de mortalité et de survie. Période 1901-1910.

Fabrication et vente de l'eau-de-vie et fabrication du sucre de betterave (1914-1915).

Rapport annuel sur les prisons (1914).

Ville de Stockholm. Annuaire statistique pour 1914.

URUGUAY. — Mémoire présenté à la Direction générale de l'Instruction primaire par M. Abel PEREZ, inspecteur national pour 1911 à 1914.

Documents privés :

CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Les zones franches et l'exportation française.

SIMON (André). — Une période transitoire sera-t-elle nécessaire lorsque l'Alsace-Lorraine fera retour à la France (agriculture et viticulture) ?

COMMUNICATION DE M. JOSEPH GIRARD SUR « LE JAPON, NOTRE AMI ET NOTRE ALLIÉ (NOTES DÉMOGRAPHIQUES ET FINANCIÈRES) »

La parole est donnée à M. Joseph GIRARD pour le développement de sa communication :

Quelques jours après que la guerre s'était déchaînée sur l'Europe, le 15 août

1914, le Gouvernement japonais, allié de l'Angleterre et ami de la France, faisait remettre au Gouvernement allemand un ultimatum dont le ton de hautaine impertinence dut provoquer à Berlin stupeur et colère.

Aveuglée par le fol orgueil de sa force matérielle, sûre du prompt succès de ses armes, comment l'Allemagne aurait-elle pu croire qu'une nation qui, comme le Japon, semblait pouvoir demeurer impunément à l'écart du conflit, oserait ainsi la braver en face? Le texte même de l'ultimatum montrait que, en se rangeant aux côtés de ses alliés et de ses amis, le noble Japon n'entendait point seulement servir ses propres intérêts, mais aussi donner au peuple allemand l'insultant exemple de la fidélité aux engagements consentis.

Tout le monde, en France, connaît et apprécie les qualités de la grande nation moderne, laborieuse et forte, qui s'est épanouie là-bas, dans l'archipel aux cinq cents îles. M. GIRARD a pensé qu'il n'était pas sans intérêt de présenter à la Société quelques indications et quelques chiffres susceptibles de caractériser son développement actuel, notamment au point de vue de la démographie et des finances publiques.

Après avoir rappelé en quelques mots la constitution géographique du Japon proprement dit, dont la superficie de 382.000 kilomètres carrés est un peu inférieure aux trois quarts de la surface de la France continentale, et l'extension qu'a prise l'Empire par l'acquisition ou la conquête des trois colonies de Formose (Taiwan), de la Sakhaline japonaise (Karafuto) et de la Corée (Chôsen), d'une superficie totale de 288.800 kilomètres carrés, l'orateur expose les conditions de la répartition très inégale de la population entre ces différentes contrées.

Le Japon proprement dit compterait actuellement environ 54 millions d'habitants, soit plus d'une fois et un tiers la population de la France continentale; la densité est donc fort grande : 142 têtes en moyenne par kilomètre carré, très supérieure à celle de l'Allemagne; elle atteint son maximum dans la partie méridionale de la Grande Île, où se sont développées des villes comme Tôkyô, l'une des plus grandes cités du monde, dont la population dépasse largement 2 millions d'âmes, Osaka, l'ancienne capitale Kyôto, Yokohama, Nagoya et Kobe. On trouverait en Corée et à Formose (îles Pescadores comprises) des populations s'élevant respectivement à 17 millions et 3.500.000 habitants; celle de Karafuto est au contraire négligeable. Ainsi la population globale de l'Empire atteindrait environ 75 millions d'habitants et serait presque double de celle de la France; son développement est actuellement encore très rapide.

Le nombre des mariages est d'ailleurs fort élevé, du moins au Japon proprement dit, 442.000 en chiffre rond pour l'année 1910, dernier exercice pour lequel le dépouillement des recensements ait été complètement effectué — ce qui fait ressortir un coefficient de nuptialité de 87 pour 10.000 habitants; par contre, l'usage et même l'abus du divorce s'y est depuis longtemps établi; on n'a pas relevé en 1910 moins de 60.000 divorces en chiffre rond, soit un coefficient de 11,8 pour 10.000 habitants, alors que le coefficient français correspondant — que nous jugeons, et non sans raisons, déjà bien trop élevé — reste voisin de 3,8.

M. GIRARD donne ensuite quelques indications concernant les coefficients de natalité et de mortalité, en faisant observer que ces éléments ne doivent être utilisés qu'avec la plus grande prudence et il insiste sur la mortalité infantile et l'importance du nombre des suicides.

Les statistiques officielles japonaises ne fournissent pas d'indications complètes sur la répartition professionnelle. L'orateur examine successivement les principaux groupes de travailleurs et donne incidemment quelques caractéristiques économiques à propos des diverses professions envisagées : agriculture, qui absorbe environ 60 % de la main-d'œuvre, pêche, exploitation de salines et de mines, usines et ateliers, manufactures de l'État et chemins de fer.

Le tableau du budget du Japon ne comporte pas de recettes et de dépenses

de l'importance de celles qui figurent — même en temps de paix — sur les budgets des grands États européens; celles-ci atteignent cependant pour l'exercice actuel des chiffres de l'ordre de grandeur de 1 milliard 600 millions, et encore sont-ils inférieurs aux chiffres correspondants des années immédiatement antérieures à la guerre. M. GIRARD rappelle les conditions toutes particulières dans lesquelles ont été établis les budgets des deux exercices 1914-1915 et 1915-1916; ce dernier fait notamment état, au titre des recettes ordinaires, des revenus suivants :

	Milliers de francs
Impôt foncier	189.251
Impôt sur le revenu	91.092
Impôts sur les boissons alcooliques	233.902
Droits de douane	103.289
Revenu du timbre	78.603
Autres impôts	199.869
Recettes provenant des exploitations et domaines de l'État . .	392.502

Les dépenses de la guerre et de la marine ont été aussi fortement comprimées que le permettaient les circonstances.

Le Gouvernement japonais n'a pu assurer le développement si rapide du pays, tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire, qu'en recourant largement à des emprunts, intérieurs et étrangers. M. GIRARD donne les éléments essentiels du tableau de la dette japonaise, les conditions de son amortissement, qui comportent généralement une période de non-remboursement de cinq à vingt ans, consécutive à l'émission de chaque emprunt.

L'orateur termine sa communication par un aperçu de la législation fiscale japonaise. Il examine tout à tour, d'une manière succincte, l'impôt foncier l'impôt sur le revenu, les patentes, les droits de succession, les impôts sur les boissons alcooliques et la sauce japonaise dite shôyu, l'accise sur le sucre, les impôts sur le pétrole, sur les spécialités pharmaceutiques, sur les mines, sur l'émission des billets de banque, sur les placers, sur les tissus et sur les voyages, les droits de douane et de tonnage, le revenu du timbre et les divers monopoles institués tant au Japon proprement dit qu'en Corée ou à Formose, tabac, sel, camphre, gin-seng et opium.

Les indications et évaluations ainsi présentées ne sauraient évidemment être considérées comme constituant les caractéristiques essentielles de la situation économique du Japon; celle-ci est infiniment complexe, et M. GIRARD énumère quelques-unes des grandes questions qui pourraient faire ou ont déjà fait l'objet d'études attentives de la part des spécialistes. Les précisions fournies permettent cependant de juger le degré d'activité et la faculté d'organisation d'un peuple qui a donné au monde, depuis cinquante ans, l'un des plus étonnants exemples de conscience de sa propre valeur et de persévérante volonté; le Japon participe à la crise qui bouleverse aujourd'hui toute l'humanité, mais il aura sa part de récompenses légitimes le jour où la cause du droit aura triomphé.

Après un échange de vues sur les conditions d'amortissement de la Dette japonaise, M. R.-G. LÉVY fait observer que la prospérité du Japon tient certainement pour une bonne part à la sagesse de la politique monétaire suivie par son Gouvernement, lequel, vers la fin du dix-neuvième siècle, a adopté l'étalon d'or; M. R.-G. LÉVY signale que des dispositions spéciales ont été prises par le Japon pour le maintien du change et qu'elles ont obtenu un plein succès.

M. Fernand FAURE, s'attachant à quelques aspects caractéristiques et parfois un peu âpres des mœurs japonaises, insiste sur la situation inférieure qui est faite à la femme dans la société et montre qu'on peut expliquer ainsi dans une certaine mesure le nombre anormalement élevé des divorces. Il tient d'autre part à rendre hommage au soin et à la clarté avec lesquels sont rédigés les documents statistiques officiels japonais, tant en ce qui concerne l'Empire en gé-

néral que la Corée et Formose; on doit placer au premier rang de ces documents l'Annuaire financier et économique du Japon, édité par les soins du ministère des Finances — et publié en langue française —; nous ne saurions d'ailleurs oublier que l'influence française s'est fait sentir au Japon dans maint domaine de l'activité de l'esprit et notamment dans la préparation des lois relatives à la propriété foncière : un professeur de la Faculté de Paris, M. BOISSONADE, a été pendant trente années le conseil du Gouvernement japonais; il vit aujourd'hui retiré dans le midi de la France, mais son œuvre a été et sera poursuivie.

Après une courte discussion à laquelle prennent part MM. Alfred NEYMARCK, Yves GUYOT, CADOUX et GODARD, MM. D'EICHTHAL et MEURIOT signalent à l'attention de leurs collègues l'importance de deux des questions économiques auxquelles M. GIRARD a fait allusion, celle de l'évolution industrielle, qui s'est effectuée malgré la rareté relative du fer, et celle de l'accroissement très rapide de la population qui pose le problème de l'émigration.

M. le PRÉSIDENT remercie M. GIRARD de sa communication et les membres de la Société qui ont pris part à la discussion qui a suivi.

La séance est levée à 19^h 15.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
MALZAC.
